

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204389]

18 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux stages de transition

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 18 décembre 2003, du 17 novembre 2005, du 30 avril 2009, du 22 juillet 2010, du 31 mars 2011 et du 10 mai 2012, notamment les articles 3 et 7*bis*;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, modifié par le décret du 30 mai 2013, notamment les articles 5, § 2, alinéa 3, et 6;

Vu le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion et son arrêté d'exécution du 28 juin 2012;

Considérant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 36*quater* remplacé par l'arrêté royal du 10 novembre 2012;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, n° A 1115, donné le 6 mai 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 7 mai 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 6 mai 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mars 2013;

Vu l'avis n° 53.546/2, du Conseil d'Etat, donné le 8 juillet 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, pour partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci, et est applicable en région de langue française.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o l'employeur : toute personne enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises, à l'exception des entreprises de travail intérimaire sauf en ce qui concerne leur propre personnel, ayant une unité d'établissement en région de langue française;

2^o le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi visé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

3^o l'IFAPME : l'Institut wallon de Formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises visé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

4^o le Ministre : le ou les Ministres ayant l'Emploi et la Formation professionnelle dans ses ou leurs attributions;

5^o l'ONEm : « l'Office national de l'Emploi » visé par l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

6^o l'opérateur de formation : le FOREm et les centres de formation du FOREm ou labellisés par le Gouvernement ou les organismes de formation ou d'insertion liés avec le FOREm par convention et l'IFAPME et les centres de formation du Réseau IFAPME ou liés avec l'IFAPME par convention;

7^o le stagiaire : le demandeur d'emploi inoccupé inscrit en tant que tel au FOREm disposant au maximum d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou certificat de qualification et qui répond aux conditions du stage de transition prévues à l'article 36*quater*, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

8^o le tuteur : l'employeur ou le travailleur désigné par l'employeur, responsable de la partie formative du stagiaire pendant la durée du stage de transition, et qui dispose d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du stage ou de la formation ou est détenteur soit d'un certificat ou d'une attestation, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation institué ou agréé par la Communauté compétente, prouvant qu'il a suivi avec fruit une formation de tuteur, soit d'une attestation de réussite, délivrée par la Communauté compétente ou par une instance agréée par la Communauté compétente, d'un test de validation de ses compétences en tant que tuteur.

Art. 3. § 1^{er}. Le stage de transition est un dispositif d'insertion et de formation professionnelle qui comporte un stage auprès d'un employeur et une partie formative auprès d'un opérateur de formation ou auprès dudit employeur répondant aux conditions de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, afin de permettre au stagiaire d'acquérir des compétences professionnelles nécessaires sur le marché du travail pour exercer une activité professionnelle.

§ 2. Le stage de transition s'effectue à temps plein pour le stagiaire et se déroule au moins pour moitié auprès de l'employeur, et pour le reste en formation modulable dispensée par un des opérateurs de formation ou auprès de l'employeur visé à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o. La durée du stage de transition prend cours au plus tôt le jour où le stagiaire est dans les conditions énoncées à l'article 36*quater*, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité.

§ 3. La durée du stage de transition ne peut être inférieure à trois mois ni supérieure à six mois.

Le stagiaire peut effectuer un ou plusieurs stages de transition pendant une période totale de six mois.

Art. 4. § 1^{er}. Le FOREm, en tant que service public de l'emploi en charge de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, est chargé d'identifier les candidats stagiaires pour lesquels un stage de transition peut être réalisé en vue d'acquérir une expérience professionnelle, sur la base d'un bilan de compétences et de l'inscription de ce stage dans le plan d'actions du demandeur d'emploi. Le FOREm est chargé de faire correspondre les demandes de stages avec les offres de stages disponibles auprès des employeurs.

Le Ministre peut, selon l'importance avérée du nombre de demandes introduites, décider de limiter l'accessibilité aux stages de transition aux personnes qui ne disposeraient pas d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 2. L'employeur qui souhaite accueillir un stagiaire et offrir une place de stage en fait la demande auprès du service compétent du FOREm, via un formulaire déterminé par ce dernier, en mentionnant notamment :

- 1° les données d'identification de l'employeur;
- 2° le nom, l'expérience professionnelle et les qualifications du ou des tuteurs;
- 3° la description des activités visées par le stage;
- 4° le cas échéant, la description du processus de formation proposé.

Le FOREm accuse réception de la demande de l'employeur dans un délai de dix jours et l'analyse notamment en fonction des candidats stagiaires identifiés selon les modalités définies au paragraphe 1^{er} et, le cas échéant, en fonction des évaluations réalisées précédemment avec l'employeur concerné.

Art. 5. § 1^{er}. Le stage de transition fait l'objet d'un contrat de stage, dont le modèle est déterminé par le Ministre et conclu entre le stagiaire, l'employeur ou son représentant, et le FOREm en tant que service public de l'emploi.

§ 2. Le contrat de stage doit contenir au minimum :

- 1° la durée du stage;
- 2° l'intitulé du métier dans lequel est exercé le stage;
- 3° le ou les lieux des activités situés en Belgique;
- 4° les modalités d'exécution, notamment la proportion entre le stage auprès de l'employeur et la partie formative;
- 5° le contenu et le programme de la partie formative;
- 6° les droits et obligations de chacune des parties;
- 7° les modalités d'évaluation du stage par les parties;
- 8° les coordonnées de l'employeur, des personnes de contact et du tuteur et, le cas échéant, de l'opérateur de formation et de la personne de contact auprès de cet opérateur;
- 9° les conditions dans lesquelles il peut y mettre fin avant son terme.

En aucun cas, le stage de transition ne peut débuter avant la signature du contrat par les parties et l'accord de l'ONEm sur l'octroi de l'allocation de stage prévue à l'article 36^{quater}, § 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité.

§ 3. La partie formative du stage peut se présenter sous la forme :

1° d'une formation ou d'un ou plusieurs modules de formation organisés ou subventionnés par le FOREm, dispensés :

a) soit dans les centres de formation du FOREm ou ceux agréés par le FOREm ou les organismes de formation ou d'insertion liés au FOREm par convention, ou

b) soit à l'IFAPME et les centres de formation du Réseau IFAPME et ce, dans le respect des conditions d'admissibilité des allocations fixées par l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° d'une formation ou d'un ou plusieurs modules de formation organisés ou subventionnés par l'IFAPME et les centres de formation du Réseau IFAPME ou liés à ce dernier par convention et ce, dans le respect des conditions d'octroi des allocations fixées par l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

3° d'une formation ou d'un ou plusieurs modules de formation organisée par l'employeur lui-même, pour autant qu'ils soient autorisés par le FOREm dans le cadre du contrat de stage et qu'ils sont difficilement organisables en application des lettres a) et b), en raison de circonstances particulières motivées par le FOREm.

Les parties au contrat de stage ont l'obligation de se soumettre au moins à une évaluation réalisée au plus tard avant la fin de stage.

§ 4. Les parties au contrat de stage rédigent, à la fin du stage de transition, un rapport de stage conjoint.

Art. 6. § 1^{er}. Le contrat de stage de transition prend fin avant son terme, pour les motifs suivants :

- 1° lorsque le demandeur d'emploi n'est plus inscrit en tant que tel au FOREm;
- 2° par cas fortuit ou force majeure lorsque celui-ci rend impossible définitivement l'exécution du contrat;
- 3° en cas de décès de l'une des parties;
- 4° de commun accord entre les parties, moyennant accord du conseiller référent.

§ 2. Le contrat de formation alternée peut prendre fin avant son terme, notamment pour les motifs suivants :

1° en cas de cessation d'activités, de faillite, de reprise, de fusion de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise;

2° sur décision motivée du service compétent du FOREm, qui consulte, au besoin, l'opérateur de formation, dans les cas suivants :

- a) en cas de dol, de faute lourde ou de faute légère du stagiaire lorsque celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel, ayant causé des dommages à l'employeur ou à des tiers dans l'exécution de son contrat;
- b) en cas de non-respect par le stagiaire d'une ou plusieurs obligations prévues par ou en vertu du présent arrêté;
- c) en cas de non-respect par l'employeur d'une ou plusieurs obligations prévues par ou en vertu du présent arrêté;
- d) en cas de mésentente entre le bénéficiaire et l'entreprise constituant une entrave sérieuse à la bonne exécution du contrat de formation alternée

En accord avec le FOREm agissant en tant que service public de l'emploi et, le cas échéant, l'opérateur de formation, et pour autant que la fin du contrat de formation alternée ne soit pas imputable dans le chef du stagiaire, ce dernier peut, sous réserve de l'article 3, prétendre à un stage de transition ultérieur pour autant que la différence obtenue entre la durée maximale de six mois prévue à l'article 3 et la durée du ou des stages de transition effectivement prestés soit d'au moins trois mois.

Avant la rupture du contrat, une phase de conciliation préalable est, au besoin, organisée entre l'entreprise et le bénéficiaire.

Art. 7. L'employeur doit, au travers du contrat de stage :

- 1° accueillir le stagiaire et veiller à son intégration dans le milieu professionnel;
- 2° confier uniquement des tâches en adéquation avec son contrat de stage et en lien avec le programme de formation et préparer le stagiaire à l'apprentissage d'un métier, notamment en mettant à sa disposition le suivi pédagogique et technique, les équipements de protection individuelle, l'outillage et les matières nécessaires à l'apprentissage du métier et à sa formation;
- 3° faire une déclaration multifonctionnelle « DIMONA » à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, lorsque cette obligation lui est imposée;

4° assurer le stagiaire durant toute l'exécution du contrat de stage contre les accidents de travail et les accidents sur le chemin du travail en concluant auprès d'une société d'assurances agréée ou auprès d'une caisse d'assurances agréée, une police d'assurances, en fonction du métier concerné, qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis en charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

5° conclure un contrat d'assurance en responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, la police d'assurance couvrant les dommages causés par le stagiaire à des tiers à l'employeur où se forme le stagiaire;

6° respecter les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'employeur, ainsi que toute modification ultérieure;

7° collaborer avec le FOREm et l'opérateur de formation visé à l'article 5, § 3, 1° ou 2°, pendant l'exécution du contrat de stage;

8° désigner un tuteur chargé du suivi et de l'accompagnement du stagiaire pendant la durée du stage et dans le cas de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, 3°, dispenser la formation de manière à répondre au programme de formation du stagiaire;

9° payer une indemnité mensuelle au stagiaire dont le montant est fixé au paragraphe 1^{er}, 8° de l'article 36^{quater} précité pour l'ensemble des prestations liées au contrat de stage;

10° rembourser sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement du stagiaire liés à la mise en œuvre du stage, selon les dispositions applicables à l'employeur.

Art. 8. Le stagiaire doit, au travers du contrat de stage :

1° être présent auprès de l'employeur conformément aux modalités du contrat de stage et tout mettre en œuvre pour arriver au terme de celui-ci;

2° agir conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur, via un de ses mandataires ou préposés ou son tuteur;

3° suivre la partie formative conformément au programme de formation et participer aux évaluations;

4° compléter les documents pédagogiques spécifiques à chaque opérateur;

5° communiquer les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles de l'entreprise ou de la formation;

6° prévenir l'employeur et le FOREm de toute difficulté liée à l'exécution du contrat de stage, et prévenir également l'opérateur de toute difficulté liée à la partie formative;

7° accepter le principe de la mobilité extérieure à l'entreprise si celle-ci est prévue dans le programme de formation;

8° s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers;

9° s'abstenir, tant au cours du contrat de stage qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance en raison de sa présence auprès de l'employeur;

10° restituer en bon état à l'employeur les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi et les vêtements de travail qui lui ont été confiés.

Art. 9. Le FOREm, en tant que service public de l'emploi, doit, au travers du contrat de stage :

1° accompagner le stagiaire tout au long de l'exécution du contrat de stage, et assurer le suivi du stage au travers du plan d'actions prévu par l'accompagnement individualisé;

2° diffuser auprès des employeurs et des demandeurs d'emploi toute information relative aux stages de transition;

3° réceptionner et instruire les demandes émanant des employeurs et de les mettre en relation avec les candidats stagiaires;

4° apporter aux employeurs une assistance dans la rédaction du programme de formation;

5° rechercher activement des possibilités de stage auprès des employeurs;

6° favoriser les synergies avec les partenaires sociaux sectoriels, notamment au travers des fonds sectoriels de formation ou d'utiliser celles existantes en vue de la promotion des stages de transition;

7° assurer le suivi technique et pédagogique des stages de transition.

Art. 10. Les opérateurs de formation doivent :

1° informer les employeurs et les candidats-stagiaires sur les stages de transition;

2° dispenser la formation de manière à répondre au programme de formation du stagiaire;

3° régler avec le FOREm, le cas échéant par convention, les modalités relatives à la partie formative des stages de transition;

4° collaborer avec le FOREm dans sa mission de prospection des possibilités de stage auprès des employeurs.

Art. 11. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent arrêté sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage et du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Art. 12. Le FOREm, en tant que service public de l'emploi, remet au Ministre annuellement un rapport sur l'exécution du présent arrêté et la mise en œuvre des stages de transition, après avoir consulté les opérateurs de formation qui ont été mobilisés. Le rapport d'exécution est transmis, pour information, au Conseil économique et social de la Wallonie.

Art. 13. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2013

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204389]

18 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de instapstages

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2003, 18 december 2003, 17 november 2005, 30 april 2009, 22 juli 2010, 31 maart 2011 en 10 mei 2012, inzonderheid op de artikelen 3 en 7bis;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende vorming en kleine en middelgrote ondernemingen), gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013, inzonderheid op de artikelen 5, § 2, derde lid, en 6;

Gelet op het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling en op het desbetreffende uitvoeringsbesluit van 28 juni 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 36quater, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 november 2012 ;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische Raad van Wallonië) nr. A 1115, gegeven op 6 mei 2013;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 7 mei 2013;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises", gegeven op 6 mei 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 maart 2013;

Gelet op het advies nr. 53.546/2 van de Raad van State, gegeven op 8 juli 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, en is toepasselijk in het Franse taalgebied.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de werkgever : elke persoon geregistreerd bij de kruispuntbank van ondernemingen, met uitzondering van de interimbedrijven, behalve wat hun eigen personeel betreft, van wie een inrichtingseenheid in het Franse taalgebied gevestigd is;

2^o de « FOREm » : de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » bedoeld in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

3^o het « IFAPME » : het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises » bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises »;

4^o de Minister : de Minister(s) bevoegd voor Tewerkstelling en Beroepsopleiding;

5^o de RVA : de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bedoeld in artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

6^o de opleidingsoperateur : de « FOREm » en de overige opleidingscentra van de « FOREm » of gelabeliseerd door de Regering of de opleidings- of inschakelingsinstellingen die bij overeenkomst met de « FOREm » gebonden zijn en het « IFAPME » en de opleidingscentra die van het netwerk « IFAPME » deel uitmaken of die bij overeenkomst met het « IFAPME » gebonden zijn;

7^o de stagiair : de niet werkend werkzoekende die als dusdanig bij de « FOREm » ingeschreven staat en over hoogstens een getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs of over een kwalificatiecertificaat beschikt en voldoet aan de voorwaarden van de instapstage bedoeld in artikel 36quater, § 1, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

8^o de voogd : de werkgever of de door de werkgever aangewezen werknemer, die verantwoordelijk is voor de opleiding van de stagiair gedurende de instapstage en die minstens vijf jaar ervaring heeft in het beroep dat geheel of gedeeltelijk is aangeleerd in het kader van de stage of van de opleiding, of die houder is van hetzij een certificaat of een attest afgeleverd door een onderwijs- of opleidingsinstelling opgericht of erkend door de bevoegde Gemeenschap, waaruit blijkt dat hij met succes een voogdijopleiding gevolgd heeft, hetzij een attest, afgeleverd door de bevoegde Gemeenschap of een door de bevoegde Gemeenschap erkende instantie, waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor een proef inzake de validatie van zijn vaardigheden als voogd.

Art. 3. § 1. De instapstage is een inschakelings- en beroepsopleidingsstelsel dat bestaat uit een stage bij een werkgever en uit een gedeelte opleiding bij een opleidingsoperateur of bij genoemde werkgever die voldoet aan de voorwaarden van artikel 5, § 3, eerste lid, 3^o, zodat de stagiair de beroepsvaardigheden kan aanwerven die nodig zijn op de arbeidsmarkt om een beroepsactiviteit uit te oefenen.

§ 2. De stagiair loopt een voltijdse instapstage, waarvan minstens de helft bij de werkgever en het overblijvende gedeelte als modulaire opleiding gegeven door één van de opleidingsoperateurs of bij de werkgever bedoeld in artikel 5, § 3, eerste lid, 3^o. De looptijd van de instapstage gaat in ten vroegste de dag waarop de stagiair voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 36quater, § 1, 4^o, van bovenbedoeld koninklijk besluit van 25 november 1991.

§ 3. De instapstage mag niet minder dan drie maanden en niet langer dan zes maanden duren.

De stagiair mag één of meer instapstages lopen over een gezamenlijke periode van zes maanden.

Art. 4. § 1. De « FOREm » wordt als overheidsdienst voor arbeidsbemiddeling die voor de begeleiding van werkzoekenden instaat, belast met de opsporing van de kandidaat-stagiairs die in aanmerking komen voor een instapstage ten einde beroepservaring op te doen, op basis van een balans van vaardigheden en voor zover die stage opgenomen is in het actieplan van de werkzoekende. De « FOREm » moet ervoor zorgen dat de stageaanvraag overeenstemt met het stageaanbod dat beschikbaar is bij de werkgevers.

De Minister kan, naar gelang van het aantal ingediende aanvragen, beslissen de toegankelijkheid van de instapstages te beperken tot de personen die niet beschikken over een getuigschrift van het hoger middelbaar onderwijs.

§ 2. De werkgever die een stagiair wenst te ontvangen en een stageplaats wil aanbieden richt zijn aanvraag aan de bevoegde dienst van de « FOREm » d.m.v. een door de « FOREm » opgemaakte formulier en vermeldt ondermeer :

- 1° de identificatiegegevens van de werkgever;
- 2° de naam, beroepservaring en kwalificaties van de voorgd(en);
- 3° de omschrijving van de activiteiten waarop de stage betrekking heeft;
- 4° desgevallend, de omschrijving van het voorgestelde opleidingsproces.

De « FOREm » bericht ontvangst van de aanvraag van de werkgever binnen een termijn van tien dagen en behandelt ze o.a. naar gelang van de kandidaat-stagiairs geïdentificeerd volgens de modaliteiten bedoeld in paragraaf 1 en, desgevallend, op grond van de beoordelingen die voorheen met de betrokken werkgever gemaakt werden.

Art. 5. § 1. De instapstage is het voorwerp van een stageovereenkomst waarvan het model door de Minister bepaald wordt. Die stageovereenkomst wordt gesloten tussen de stagiair, de werkgever of zijn vertegenwoordiger en de « FOREm » als overheidsdienst voor arbeidsbemiddeling.

§ 2. De stageovereenkomst vermeldt minimum :

- 1° de duur van de stage;
- 2° het beroep waarop de stage betrekking heeft;
- 3° de plaats(en) van de activiteiten in België;
- 4° de uitvoeringsmodaliteiten, met name de verhouding tussen de stage bij de werkgever en het gedeelte opleiding;
- 5° de inhoud en het programma van het gedeelte opleiding;
- 6° de rechten en plichten van elke partij;
- 7° de modaliteiten voor de beoordeling van de stage door de partijen;
- 8° de personalia van de werkgever, de contactpersonen en de voorgd en, desgevallend, van de opleidingsoperateur en de contactpersoon bij die operateur;
- 9° de voorwaarden waaronder ze voortijdig opgezegd kan worden.

De instapstage mag in geen geval aanvangen voor de ondertekening van de overeenkomst door de partijen en voor de instemming van de RVA met de toekenning van de stage-uitkering bepaald bij artikel 36^{quater}, § 4, van bovenbedoeld koninklijk besluit van 25 november 1991.

§ 3. Het gedeelte opleiding van de stage kan de vorm aannemen :

1° van een opleiding of één of meer opleidingsmodules georganiseerd of gesubsidieerd door de « FOREm » en gegeven :

a) hetzij in de opleidingscentra van de « FOREm » of in die erkend door de « FOREm » of door de opleidings- of inschakelingsinstellingen die bij overeenkomst met de « FOREm » gebonden zijn,

b) hetzij bij het « IFAPME » en in de opleidingscentra van het netwerk « IFAPME », met inachtneming van de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de uitkeringen, vastgelegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

b) van een opleiding of één of meer opleidingsmodules georganiseerd of gesubsidieerd door het « IFAPME » en de opleidingscentra die van het netwerk « IFAPME » deel uitmaken of bij overeenkomst met hem gebonden zijn, met inachtneming van de voorwaarden tot toekenning van de uitkeringen, vastgelegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

3° van een opleiding of één of meer opleidingsmodules georganiseerd door de werkgever zelf, voor zover ze door de « FOREm » toegelaten worden in het kader van de stageovereenkomst en ze overeenkomstig de littera a) en b) moeilijk te organiseren zijn wegens bijzondere omstandigheden gemotiveerd door de « FOREm ».

De partijen bij de stageovereenkomst moeten zich onderwerpen aan minstens één beoordeling, die uiterlijk voor het einde van de stage gemaakt wordt.

§ 4. De partijen bij de stageovereenkomst maken aan het einde van de stage een gezamenlijk stagerapport op.

Art. 6. § 1. De instapstageovereenkomst eindigt voortijdig om de volgende redenen :

1° als de werkzoekende niet meer als dusdanig ingeschreven staat bij de « FOREm »;

2° bij toeval of in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;

3° bij overlijden van één van de partijen;

4° in onderlinge overeenstemming tussen de partijen, met de instemming van de referentie-adviseur.

§ 2. De afwisselende opleidingsovereenkomst kan voortijdig eindigen, o.a. om de volgende redenen :

1° in geval van stopzetting van activiteiten, faillissement, overname, fusie van het bedrijf of verandering van bedrijfsstatuut;

2° na gemotiveerde beslissing van de bevoegde dienst van de « FOREm », die, desnoods, de opleidingsoperateur om advies vraagt in de volgende gevallen :

a) in geval van bedrog, zware of lichte fout van de stagiair als die fout bij hem eerder gewoonlijk dan toevallig voorkomt, als de werkgever of derden schade berokkend werd bij de uitvoering van de overeenkomst;

b) als de stagiair niet voldoet aan één of meer verplichtingen bepaald bij of krachtens dit besluit;

b) als de werkgever niet voldoet aan één of meer verplichtingen bepaald bij of krachtens dit besluit;

d) in geval van onmin tussen de begunstigde en het bedrijf waardoor de vlotte uitvoering van de afwisselende opleidingsovereenkomst ernstig gehinderd wordt.

In overeenstemming met de « FOREm », die als overheidsdienst voor arbeidsbemiddeling handelt, en, desgevallend, de opleidingsoperateur, voor zover het einde van de afwisselende opleidingsovereenkomst niet aan de stagiair toe te schrijven is, kan laatstgenoemde, onverminderd artikel 3, aanspraak maken op een latere instapstage op voorwaarde dat het verkregen verschil tussen de maximumduur van zes maanden bepaald bij artikel 3 en de duur van de daadwerkelijk gevolgde instapstage(s) minstens drie maanden bedraagt.

Vooraleer de overeenkomst verbroken wordt, wordt desnoods een voorafgaande fase van verzoening tussen het bedrijf en de begunstigde georganiseerd.

Art. 7. Krachtens de stageovereenkomst moet de werkgever :

1° de stagiair opvangen en zorgen voor zijn integratie in het beroepsmilieu;

2° enkel taken in overeenstemming met zijn stageovereenkomst en in verband met het opleidingsprogramma toevertrouwen aan de stagiair en hem voorbereiden op het aanleren van een beroep, met name door het ter beschikking stellen van de pedagogische en technische opvolging, de individuele beschermingsuitrustingen, het gereedschap en de stoffen die nodig zijn voor het aanleren van het beroep en voor de opleiding;

3° een multifunctionele aangifte « DIMONA » doen bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid als die verplichting hem opgelegd wordt;

4° de stagiair gedurende de gezamenlijke termijn van uitvoering van de stageovereenkomst verzekeren tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk door, naar gelang van het betrokken beroep, een verzekeringspolis te sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die hem dezelfde voordelen biedt als die welke ten laste van de verzekeraar gelegd worden bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;

5° een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de stagiair berokkend wordt aan derden en aan de werkgever bij wie hij een opleiding volgt;

6° voldoen aan de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten van toepassing op de werkgever, alsook aan elke latere wijziging;

7° tijdens de uitvoering van de stageovereenkomst samenwerken met de « FOREm » en de opleidingsoperateur bedoeld in artikel 5, § 3, 1°, of 2°;

8° een voogd aanwijzen voor de opvolging en de begeleiding van de stagiair tijdens de looptijd van de stage en, in het geval van artikel 5, § 3, eerste lid, 3°, de opleiding geven volgens het opleidingsprogramma van de stagiair;

9° de stagiair voor het geheel van de prestaties i.v.m. de stageovereenkomst een maandelijks uitkering betalen waarvan het bedrag vastligt in paragraaf 1, 8°, van bovenbedoeld artikel 36^{quater};

10° de reiskosten van de stagiair i.v.m. de uitvoering van de stage op basis van bewijsstukken terugbetalen volgens de bepalingen die toepasselijk zijn op de werkgever.

Art. 8. Krachtens de stageovereenkomst moet de stagiair :

1° bij de werkgever aanwezig zijn overeenkomstig de modaliteiten van de stageovereenkomst en alles in het werk stellen om het einde ervan te halen;

2° handelen naar de richtlijnen die hem door de werkgever gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn voogd;

3° het gedeelte opleiding volgen overeenkomstig het opleidingsprogramma en deelnemen aan de beoordelingen;

4° de voor elke operateur specifieke pedagogische documenten invullen;

5° de nodige gegevens en attesten verstrekken om eventuele afwezigheden op het bedrijf of de opleiding te rechtvaardigen;

6° de werkgever en de « FOREm » kennis geven van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de stageovereenkomst en ook de operateur op de hoogte brengen van elke moeilijkheid i.v.m. het gedeelte opleiding;

7° instemmen met het beginsel van de mobiliteit buiten het bedrijf als het opleidingsprogramma daarin voorziet;

8° afzien van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

9° zich onthouden, zowel tijdens de stageovereenkomst als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid bij de werkgever;

10° de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de werkgever teruggeven.

Art. 9. Krachtens de stageovereenkomst moet de « FOREm » als overheidsdienst voor arbeidsbemiddeling :

1° de stagiair gedurende de uitvoering van de stageovereenkomst begeleiden en zorgen voor de opvolging van de stage via een actieplan waarin de geïndividualiseerde begeleiding voorziet;

2° elke informatie i.v.m. instapstages verspreiden onder werkgevers en werkzoekenden;

3° de aanvragen van de werkgevers in ontvangst nemen en behandelen en ze in relatie met de kandidaat-stagiairs brengen;

4° de werkgevers bijstand verlenen bij het opmaken van het opleidingsprogramma;

5° actief zoeken naar stagemogelijkheden bij de werkgevers;

6° samenwerkingsverbanden met de sectorale sociale partners bevorderen, met name via sectorale opleidingsfondsen of gebruik maken van de bestaande ter bevordering van de instapstages;

7° zorgen voor de technische en pedagogische opvolging van de instapstages.

Art. 10. De opleidingsoperateurs moeten :

1° de werkgevers en de kandidaat-stagiairs informatie verstrekken over de instapstages;

2° de opleiding geven zodat voldaan wordt aan het opleidingsprogramma van de stagiair;

3° de modaliteiten betreffende het gedeelte opleiding van de instapstages met de « FOREm » regelen, desnoods bij overeenkomst;

4° samenwerken met de « FOREm » in zijn opdracht prospectie naar stagemogelijkheden bij de werkgevers.

Art. 11. De controle en het toezicht op de naleving van dit besluit worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing en op het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

Art. 12. De « FOREm », als overheidsdienst voor arbeidsbemiddeling, bezorgt de Minister jaarlijks een verslag over de uitvoering van dit besluit en over de tenuitvoerlegging van de instapstages, na advies van de gemobiliseerde opleidingsoperateurs. Het uitvoeringsverslag wordt voor informatie aan de "Conseil économique et social de la Wallonie" overgemaakt.

Art. 13. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE